

FRANÇOIS HOLLANDE RECONNAÎT OFFICIELLEMENT LES MÉFAITS DE LA COLONISATION :

«L'Algérie a été soumise à un système injuste et brutal»

Le discours prononcé par François Hollande, jeudi 20 décembre, au palais des Nations devant les deux chambres du Parlement marquera certainement l'histoire : pour la première fois depuis l'indépendance, la France, par la voix de son président, condamne formellement, en des termes clairs, la colonisation.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «L'histoire, même quand elle est tragique, même quand elle est douloureuse pour nos deux pays, elle doit être dite. Et la vérité, je vais la dire ici, devant vous. Pendant 132 ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal, ce système a un nom, c'est la colonisation.» François Hollande, qui se savait particulièrement attendu sur ce point si sensible, en Algérie mais surtout en France, ira en tout cas plus loin comme aucun de ses prédécesseurs, Chirac compris, n'a eu le courage politique de faire. «Et je reconnais ici les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien.

Parmi ces souffrances, il y a eu les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui, je sais, demeurent ancrés dans la conscience des Algériens, mais aussi des Français. Parce qu'à Sétif, le 8 Mai 1945, le jour même où le monde triomphait de la barbarie, la France manquait à ses valeurs universelles.» Le président français ne s'arrêtera pas là. «La vérité, enchaînera-t-il encore, elle doit être dite aussi sur les circons-

tances dans lesquelles l'Algérie s'est délivrée du système colonial, sur cette guerre qui, longtemps, n'a pas dit son nom en France, la guerre d'Algérie.» Chaque mot est bien pesé et, d'ailleurs, il faut préciser à ce propos que ce n'est qu'en 1999, sous Chirac, que la France adoptait une loi pour reconnaître «les événements d'Algérie», ou «les opérations militaires en Algérie» comme étant «la guerre d'Algérie».

Or, Hollande reconnaîtra officiellement ce jeudi à Alger que, «Voilà, nous avons le respect de la mémoire, de toutes les mémoires. Nous avons ce devoir de vérité sur la violence, sur les injustices, sur les massacres, sur la torture». L'invité des parlementaires algériens, qui connaît parfaitement la sensibilité de ses hôtes pour avoir séjourné en Algérie durant presque une année en 1978, prend le plus grand soin d'éviter de prononcer les mots «harkis» et «pieds-noirs». Deux catégories qu'il évoquera en seulement des termes allusifs. Comme lorsqu'il insistera sur «le respect de toutes les mémoires» ou quand il dira qu'il est nécessaire que les historiens aient accès



Photo : Samir Sid

aux archives, et qu'une coopération dans ce domaine puisse être engagée, poursuivie, et que progressivement, cette vérité puisse être connue de tous».

François Hollande qui, depuis sa venue à Alger, mercredi dernier, ne cessait de plaider pour l'évolution vers «un nouvel âge» dans les rapports entre les deux pays, suscitera également bien des réactions violentes dans les milieux de la droite par cette phrase lourde de sens : «Ma visite vient dans un moment chargé de sens et de symboles, il y a cinquante ans, l'Algérie accédait à l'indépendance, elle s'arrachait à la France, après une guerre longue de huit ans.» C'est donc que l'Algérie a

arraché son indépendance. Cinquante ans après, cette évidence n'est pourtant pas admise par les nostalgiques de «l'Algérie française», encore nombreux et si actifs dans l'Hexagone. «Sommes-nous capables d'écrire ensemble une nouvelle page d'histoire ?» s'interroge d'ailleurs Hollande qui répond aussitôt : «Je le crois. Je le souhaite. Je le veux.» De par l'ampleur de la délégation qui l'accompagnait à Alger, la plus importante de tous ses voyages à l'étranger depuis son élection, le nombre d'accords et leur importance conclus à l'occasion, mais surtout le discours de François Hollande sont, en effet, en nette rupture avec ce que la France officielle

nous a habitués jusque-là. A chacune de ses interventions par exemple, le président français tenait à rappeler les souffrances endurées par le peuple algérien durant les années de terrorisme. Au palais des Nations, il dira par exemple : «Nous connaissons les mêmes menaces : le terrorisme, et vous, vous savez ce qu'est le terrorisme.» Il recadre nettement la position que la France défendait jusqu'à mai 2012 lorsqu'il ajoute : «Le monde est en plein changement.

Parfois, ils vont dans le bon sens, parfois dans le pire. Mais il y a eu des peuples qui se sont soulevés contre la dictature, des révolutions ont apporté l'espoir mais aussi, reconnaissons-le, soulevé des inquiétudes.» Puis, cette phrase extrêmement importante : «Chaque pays doit trouver sa propre voie et vous l'avez montrée. Il ne peut y avoir de réponse unique aux aspirations des citoyens, mais la leçon de ce qu'on a appelé le printemps arabe, c'est que de toutes les manières, et partout dans le monde, les peuples entendent prendre en main leur destin. Alors, le rôle de la France, celui de l'Algérie, c'est de les accompagner dans la voie de l'ouverture, de la démocratie, de la liberté.» Autrement dit, Bouteflika vient d'avoir le quitus de la communauté internationale...

K. A.

LOUISA HANOUNE RÉAGIT AU DISCOURS DE FRANÇOIS HOLLANDE

« Il y a des avancées mais aussi des contradictions majeures »

«Il y a des avancées mais aussi des contradictions majeures » dans le discours du président français sur la mémoire, relève la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT).

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune qui, hier à Zéralda, a réuni en conférence les élus nationaux et locaux de son parti, s'est exprimée certes positivement sur la condamnation par François Hollande du colonialisme. « Il y a, indéniablement, des avancées, dans les propos du président français sur la mémoire. Il a reconnu les méfaits du colonialisme, l'injustice du système colonial. Il les a nommés », dira la dirigeante du PT, en marge de cette conférence. Néanmoins, des avancées que le président français aurait pu décliner concrètement, observe Mme Louisa Hanoune concernant notamment l'actualité internationale. Ainsi, la secrétaire générale du PT avait estimé, même devant ses élus, que les propos du chef de l'Etat français sur l'existence d'une «convergence» entre l'Algérie et la France concernant la gestion de la crise au Mali, sont infondés. «M. Hollande a voulu convaincre qu'il y avait convergence entre la France et l'Algérie sur la crise malienne. Je ne crois pas », a affirmé Mme Hanoune, s'exprimant au nom de son parti. Voire, la secrétaire générale du PT constate que le même discours mémoriel du président français

comporte des «contradictions majeures». Et elle s'interroge sur la contradiction entre le fait que François Hollande aille jusqu'à condamner, honnir le système colonialiste tandis que le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies appelle à «accélérer» l'intervention militaire au Mali, sous la férule américaine et britannique. Une intervention que Louisa Hanoune considère de facto comme une action coloniale, voire hostile à l'Algérie qui s'y refuse, certes, relève la dirigeante du PT, mais qui risque tant d'être obligée d'y contribuer financièrement et militairement que d'en subir les conséquences directement et sur son sol. Percevant dans le discours français une telle contradiction, Louisa Hanoune observe, cependant, que l'Algérie n'a pas «cédé» sur le plan économique. Elle relève également que les accords économiques conclus « ne nous posent aucun problème dans la mesure où ils se traduisent par des retombées positives en termes d'emplois en Algérie ». Néanmoins, la secrétaire générale du PT n'a pas manqué d'alerter sur les périls qui menacent l'Algérie et la nécessité d'y faire face, de «protéger la Nation». Et c'est l'un des messages qu'elle a justement adressé à ses élus, notamment les 910 bénéficiaires de mandats municipaux malgré la fraude pratiquée à grande échelle. Une fraude qui a visé le PT en premier lieu pour ses positions qui «dérangent les milieux d'affaires et les lobbies qui agissent au sein



Louisa Hanoune.

Photo : Samir Sid

des institutions», relève Louisa Hanoune qui réitère son constat sur l'existence de contradictions au sein même des pouvoirs de décision. Pour autant et outre de s'initier à la pratique politique, les élus du PT et notamment les nouveaux élus doivent selon elle développer une proximité concrète avec leurs administrés, agir de manière proactive, bien concilier entre leurs mandats populaires et leurs mandats partisans, impulser

une dynamique socioéconomique effective et contrecarrer la prégnance de l'«argent sale» et la «maffiatization des institutions». Tout en observant que la tâche de ces élus ne sera pas une sinécure, Louisa Hanoune a indiqué néanmoins que leur mandat risque d'être écourté, dans la mesure où les élections présidentielles de 2014 ne pourront maintenir le statu quo et que d'autres élections législatives et locales peuvent être décidées ultérieurement. Il s'agit donc de se préparer à toutes les éventualités, observe la secrétaire générale qui estime que l'année 2013 sera une «année charnière, de tous les périls». Outre la nécessité de revoir le fichier électoral ainsi que le code électoral, la dirigeante du PT a appelé à veiller à ce que la révision constitutionnelle projetée ne remette pas en cause les acquis socioéconomiques malgré les «garde-fous» mis en avant par le Premier ministre ainsi qu'à assurer la transparence des prochaines présidentielles et la moralisation de la pratique politique. Ainsi, Louisa Hanoune a indiqué que le PT ne soutiendra aucun candidat du milieu des affaires lors des prochaines sénatoriales. D'autre part, Louisa Hanoune a indiqué que le Parti des travailleurs compte booster sa restructuration interne avant la fin du premier trimestre 2013 et organiser une large action de mobilisation populaire en vue d'adresser une lettre ouverte au président de la République sur les enjeux actuels.

C. B.